



LE RETOUR DES « POÈTES » MASQUÉS...QUAND LA DIRECTION BANALISE

« Bouffe mon zeub » : payés pour être insultés !

Depuis le début de l'année, les agents du SPIP de Béziers intervenant au centre pénitentiaire, sont victimes de violences verbales à caractère sexiste et dégradant lors de leurs déplacements sur les bâtiments.

Le 5 mai dernier, trois collègues CPIP ont subi des injures proférées depuis les fenêtres des bâtiments « *salope, grosse pute, bouffe mon zeub et fous le toi dans la chatte ...* », accompagnées de cris et de comportements humiliants. Face à cette situation, elles ont été contraintes de faire demi-tour afin d'assurer leur sécurité. Les détenus présents ont alors surenchéri dans les insultes et provocations.

Le constat est désormais clair :

Le SPIP du CP n'est plus en capacité d'assurer sereinement les missions qui lui sont confiées.

En effet, malgré de nombreuses alertes adressées à la direction du SPIP 34, à la direction du centre pénitentiaire de Béziers, ainsi que la consignation systématique de l'ensemble des faits violents subis par les agents, que ce soit par le biais des CRP ou des comptes rendus d'incident, force est de constater qu'aucune mesure concrète n'a été prise.

Qu'achètent-ils ? La paix de la détention plutôt que la sauvegarde de la santé mentale des agents ?

La CGT SPIP 34 et L'Ufap Unsa-justice SPIP 34 exigent :

- La prise en charge sans délai des situations de violence faites aux personnels du SPIP ;
- Des réponses fermes et adaptées de l'administration, même lorsque les auteurs ne peuvent pas être formellement identifiés ;
- Des mesures immédiates permettant aux agents du SPIP de Béziers d'exercer leurs missions dans un climat garantissant leur sécurité et leur intégrité.

Le mépris auquel les personnels sont confrontés localement n'est plus tolérable.

C'est pourquoi la CGT SPIP34 et l'UFAP Unsa-justice SPIP34 se mobilisent afin de soutenir les agents et invitent l'ensemble des personnels victimes d'insultes ou de menaces à déposer plainte.

La CGT SPIP34 et l'UFAP Unsa-justice SPIP 34 exigent des réponses concrètes ainsi qu'une protection totale des personnels de la part de notre administration de tutelle.

A Béziers, le 07/05/2026